

# DERRIÈRE LE FINANCEMENT, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Les réformes néo-libérales n'ont pas vraiment pour objet de «maîtriser» les dépenses de santé ou les retraites. Il s'agit plutôt d'en modifier le mode de financement de manière à préserver le partage des richesses, quitte à tourner le dos à la solidarité.

**L**e débat sur le financement de la Sécurité sociale est plombé par ce sophisme néo-libéral : les dépenses croissent trop vite, donc il faut qu'elles soient à la charge des individus. Les «réformes» de l'assurance maladie et des retraites ont alors en commun de contingentier les dépenses, tout en multipliant les dispositifs privés tels que fonds de pension et assurances complémentaires. Que ces dépenses augmentent plus vite que le

PIB, c'est une réalité ; mais tout se passe comme s'il existait un «plafond de verre» invisible qui empêcherait les retraites ou la santé de dépasser un certain pourcentage du PIB.

### Discrimination à l'égard des dépenses socialisées

Cela ne va pas de soi, car les structures de consommation se déplacent constamment. En gros, la part des consommations de base (ali-

mentation, habillement) décroît constamment, celle des biens d'équipement stagne, et celle des services tend à augmenter. Il ne viendrait à l'idée de personne de dire que la croissance du poste loisirs-culture, pourtant bien plus rapide que celle du PIB, est excessive. Il y a donc une autre caractéristique des dépenses ainsi montrées du doigt : c'est leur mode de financement socialisé, à travers le versement de cotisations sociales.

&gt;&gt;&gt;

&gt;&gt;&gt;

Celles-ci faisant partie du coût salarial, toute progression des dépenses qu'elles servent à couvrir exerce par conséquent une pression à la hausse des salaires.

#### Une constante : la modération salariale

De ce point de vue, la volonté de limiter cette progression n'est qu'une variante du principe général de «modération salariale». Il s'agit, de la part du patronat, de maintenir la part des salaires au niveau très bas qui est le sien aujourd'hui, voire de la faire baisser à nouveau. Pour réaliser cet objectif, il est évidemment essentiel de contenir les dépenses sociales, d'autant plus que le problème est à peu près réglé en ce qui concerne le salaire direct. L'alternative est donc très claire : on pourrait fort bien continuer à financer la protection sociale par la cotisation à condition d'accepter que la part salariale retrouve un niveau correspondant mieux à une répartition équitable des revenus entre salaires et rentes financières.

Le meilleur moyen de montrer qu'il s'agit bien d'un problème de répartition, c'est de souligner que les réformes néo-libérales n'auront pas pour effet d'infléchir significativement les dépenses pour la santé ou les retraites. Certes, elles vont en freiner la part socialisée, mais elles vont aussi faire exploser les dépenses privées. Ce pronostic est

## Baisse des dépenses socialisées et explosion des dépenses privées

corroboré par l'observation de la situation aux États-Unis où les dépenses de santé représentent près de 14 % du PIB, contre 10 % en France. Ainsi la privatisation de l'offre de santé ne conduit pas à la modération des dépenses. Elle n'assure pas non plus une meilleure efficacité : en 2000, l'Organisation mondiale de la santé classait les États-Unis au 37<sup>e</sup> rang, loin derrière la France qui occupe la première place.

#### La logique du modèle néo-libéral

Le modèle néo-libéral ne se distingue donc pas par une plus grande «frugalité» mais plutôt par une distribution très inégale. Pour résumer : les «pauvres» qui ne bénéficient que des retraites et des soins publics voient leur situation relative se dégrader sensiblement. Les autres peuvent compléter, à pro-

portion des revenus dont ils disposent. Le principe de solidarité qui vise à déconnecter la satisfaction des besoins du revenu individuel est alors battu en brèche.

#### L'argument de l'efficacité

Il est peu opératoire en ce qui concerne les retraites, puisqu'il s'agit dans ce cas de distribuer des revenus. Mais il joue un grand rôle pour la santé, où il ne s'agit pas de revenus mais de soins et de médicaments. Les partisans de la réforme parlent alors de surconsommation, en jetant un doute sur la légitimité de la progression des dépenses. On aimerait que cet esprit critique s'exerce avec la même vigueur à propos d'autres dépenses comme l'automobile ou la publicité. Ce débat devrait être mené au fond, en examinant par exemple la responsabilité de l'intensification du travail (ou du chômage) sur les dépenses de santé compensatoires.

Une chose est sûre en tout cas : ce n'est pas en s'en remettant au marché qu'une société peut effectuer consciemment les choix essentiels sur ses priorités et sur la répartition de la richesse qu'elle produit. Sous prétexte d'équilibres budgétaires, le projet néo-libéral représente un tournant irréversible vers un agencement de la société où tous les secteurs socialisés seraient réintroduits dans la sphère marchande, au détriment de la solidarité et de l'égalité. ■

**Michel Husson**

*Chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires).*

#### → NOTES/RÉFÉRENCES

HUSSON, M. *Les casseurs de l'État social. Des retraites à la sécu : la grande démolition*. Paris : La Découverte, 2003. ISBN : 2-7071-4189-5.

*Marchandise : ressources en économie critique*. <http://ecocritique.free.fr>. [Page consultée le 7 octobre 2004]. •